

GRANDLYON LA METROPOLE

Délégation du Développement Solidaire Habitat et Éducation (DDSHE)
Direction Habitat et Logement (DHL)
Service Ressources

10

CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A

L'UNION RÉGIONALE DE L'HABITAT DES JEUNES (URHAJ)

POUR UNE MAÎTRISE D'ŒUVRE URBAINE ET SOCIALE « LOGEMENT DES JEUNES »

ANNEE 2018

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu la circulaire du Premier ministre du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations,

Vu la délibération n° 2018-2725 du 27 avril 2018,

Vu la demande déposée par l'URHAJ le 19 Février 2018.

Entre

La Métropole de Lyon, dont le siège est situé 20 rue du Lac - CS 33569 - 69505 Lyon Cedex 03, représentée par son Président en exercice, Monsieur David KIMELFELD agissant en cette qualité et en vertu de la délibération du conseil métropolitain n°2017-1972 en date du 10 juillet 2017, Ayant délégué à cet effet M Michel Le Faou en vertu de l'arrêté de délégation de signature n°2017-07--R-0569 en date du 20 juillet 2017.

la métropole
GRANDLYON

Ci-après désignée la Métropole de Lyon

D'une part,

Et

L'Union Régionale de l'Habitat des Jeunes « **URHAJ** », ayant son siège social à 245, rue Duguesclin Lyon 3^{ème}, représentée par son Président, Monsieur Patrick PELLERIN, en exercice, en vertu d'une délégation de son conseil d'administration,

Ci-après désigné le bénéficiaire

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE:

Par sa demande en date du 20 février 2018, le bénéficiaire a sollicité la Métropole de Lyon pour l'obtention d'une subvention.

L'Union Régionale de l'Habitat des Jeunes (URHAJ) intervient dans le cadre de la maîtrise d'œuvre urbaine et sociale « logement des jeunes », financée au titre des fiches actions du PLALHPD du Rhône et de la délégation des aides à la pierre de l'État au Grand Lyon depuis 2006.

Elle vient consolider des travaux engagés avec les partenaires du logement des jeunes qui cherchent à se mettre en synergie pour plus d'efficacité dans les années à venir.

La mission de l'association en 2017 pour la Métropole de Lyon a porté sur 4 volets :

Volet 1 : Accompagnement à l'analyse des publics prioritaires de l'Accord Collectif Intercommunal

Plusieurs temps de travail partenarial et collaboratif ont eu lieu afin de préciser les contours de l'Accord Collectif Intercommunal d'Attribution. Ce travail a permis de mieux définir les publics jeunes prioritaires pouvant s'inscrire dans l'ACIA.

Parmi les jeunes ménages, sont notamment pris en compte ceux sortants de résidences sociales ou de foyers de jeunes travailleurs (hors MVS), les ménages sortant du dispositif « Accueil Mère Enfant », les jeunes ménages sortants de prison, les jeunes majeurs suivis ou en fin de prise en charge ou ayant été suivi par la Protection de l'Enfance, les jeunes en ruptures familiale avec un risque de mise à la rue.

Volet 2 : Accompagnement à la mise en œuvre du Plan Partenarial de la Gestion de l'Information et de la Demande (PPGID)

L'UDHAJ a participé au Comité technique de suivi du PPGID de la Métropole. A ce titre, et en lien avec les acteurs du Collectif logement Rhône, l'UDHAJ a participé à la production et l'élaboration d'une note sur la définition des lieux d'accueil de Niveau 3. Plusieurs éléments ont été soulevés parmi lesquels : l'organisation territoriale, le contenu de l'offre de service, les publics concernés, l'articulation avec les lieux d'autres types...etc. Cette contribution a permis de dégager plusieurs pistes qui ont été reprises dans le référentiel du Service d'Accueil et d'Information du Demandeur de la Métropole.

Une réflexion s'est engagée au niveau des acteurs Habitat Jeunes et de l'Union Départementale sur la posture à adopter dans le cadre du PPGID. L'UDHAJ, en tant que porteur de missions d'AIO pour les jeunes des résidences sociales FJT, s'est inscrite dans le PPGID sur le niveau d'accueil 3.

Volet 3 : Animation et développement du réseau Habitat Jeunes de la Métropole

L'UDHAJ regroupe les associations adhérentes au réseau Habitat Jeunes du Rhône, soit 10 établissements FJT et 1 service logement jeunes en 2017. L'UDHAJ assure la coordination entre les membres, un appui technique, ce qui a donné lieu à 2 temps de travail avec les directeurs des structures. Ces temps ont pour objectif d'échanger sur les bonnes pratiques autour du travail sur l'entrée et la sortie des jeunes en structures Habitat jeunes mais ils sont l'occasion de faire des points d'actualité (PPGID, loi logement, calcul des APL).

Volet 4 : Animation du partenariat local sur le logement des jeunes et inscription dans les politiques locales de l'Habitat et de la Jeunesse

L'UDHAJ a animé un travail avec les FJT du Rhône, la CAF du Rhône, la DRDJSCS et la Métropole de Lyon. Ces temps ont permis de souligner différentes problématiques: SI SIAO, PPGID, ACIA, financement à l'investissement, projet d'établissement, liens avec les autres résidences sociales jeunes...

Sur la question de la mise en place d'un fichier unique, un travail a été engagé cette année. Au vu de la diversité des pratiques en la matière et des problématiques que cela soulève, l'adhésion des acteurs du réseau a parfois été difficile à trouver.

L'UDHAJ était présente au Salon du Logement en septembre 2017, comme chaque année, permettant ainsi une communication de l'offre en logement FJT pour les jeunes de l'agglomération lyonnaise.

Un Accord cadre porté par la DREAL, la DRJSCS et l'URHAJ a mobilisé le réseau départemental avec pour objectif de faciliter les opérations de construction/réhabilitation des foyers, cet accord cadre a réuni différents acteurs de la métropole. Le projet du FJT YMCA de Villeurbanne a pu y être inscrit. En 2018, St Bruno (Fondation d'Auteuil) et FCMB Lyon sont susceptible d'intégrer la démarche.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'une part de préciser les actions que la Métropole de Lyon souhaite soutenir et d'autre part fixer pour l'année 2018, le montant de la subvention de la Métropole, et ses modalités de versement.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE L'ACTION SUBVENTIONNÉE

Par la présente convention, l'URHAJ s'engage à son initiative et sous sa responsabilité à mettre en œuvre des actions d'innovations sociales et d'accompagnement de l'évolution des politiques publiques de l'habitat et du logement en faveur du public jeunes conformément à sa description, et pour laquelle la Métropole de Lyon apporte son soutien.

Dans le prolongement des travaux 2017 engagés la mission 2018 de l'URHAJ portera sur les volets suivants :

- recensement des différents types d'offres et services dédiés aux jeunes, à travers l'actualisation du tableau de bord métropolitain de manière à produire une analyse croisée entre offres et publics et afin d'alimenter l'Instance du Protocole de l'Habitat Spécifique,
- accompagnement de la mise en œuvre du Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social et d'Information du Demandeur, pour une meilleure structuration des lieux d'accueil, d'information et d'orientation pour les jeunes en recherche de logement, et une harmonisation de l'information disponible, en lien avec les membres du Réseau Habitat Jeunes.

Sur l'ensemble des points indiqués, l'URHAJ s'assure d'intervenir en étroite relation avec la Métropole de Lyon et de réaliser le bilan annuel détaillé sur le plan quantitatif et qualitatif,

La présente convention est conclue avec l'URHAJ à titre « intuitu personae ». Aucune substitution n'est possible dans l'exercice des droits et obligations résultant de ses stipulations.

ARTICLE 3 : NATURE ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA MÉTROPOLIS DE LYON

3.1 : Nature de la subvention

La Métropole de Lyon s'engage à verser :

- Une subvention de fonctionnement d'un montant maximal de **17 300 €**.

3.2 : Modalités de versement de la subvention

Le versement de tout ou partie de la participation financière est subordonné à la réalisation du programme annuel correspondant et à la fourniture des documents. Sous cette réserve, les modalités de versement sont les suivantes :

- Une **avance** de 80 % sera mandatée par la Métropole de Lyon dès la notification de la présente convention.
- Le **solde** au vu d'un **courrier de demande** de paiement du bénéficiaire, accompagné :
 - d'un **bilan financier** des dépenses (état récapitulatif de toutes les dépenses réalisées dans le cadre de l'opération subventionnée qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention) et recettes de l'opération (intégrant les contributions de tous les autres financeurs du projet, le cas échéant), visé par le comptable de l'entreprise ou de l'association (comptable public assignataire pour les personnes publiques);
 - d'un **bilan qualitatif** de l'action ou du projet subventionné mentionnant par exemple la méthodologie, le résultat, les ressources humaines employées... ; cette présentation doit tenir compte des objectifs précisés dans l'article 2.

Les demandes de paiement devront être transmises à : la Métropole de Lyon - DDSHE/DHL/Ressources
- 20, rue du lac - CS 33569 - 69505 LYON Cedex 03

Les versements seront effectués sur le compte du bénéficiaire par virement administratif à :

- Code banque : 42559
- Code guichet : 00091
- Numéro de compte : 51020011403
- Clé : 92
- Domiciliation : Crédit Coopératif Lyon Saxe

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à :

4.1 : Gérer avec toute la rigueur désirable les fonds qui lui sont attribués et à en garantir une destination conforme à son objet social.

4.2 : Fournir à la Métropole de Lyon les documents suivants en application des dispositions législatives et réglementaires (ces documents doivent impérativement rappeler les références internes du Grand Lyon) :

- un compte-rendu financier, s'il n'a pas déjà été produit pour obtenir le solde de la subvention (article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et arrêté ministériel du 24 mai 2005) ; ce document doit attester de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention et faire apparaître l'ensemble des charges et produits affectés à la réalisation du projet ainsi que les écarts entre le budget prévisionnel et les dépenses effectivement réalisées ;
- une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé (exercice correspondant au versement du solde), ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité (article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales).

4.3 : Valoriser en comptabilité les éventuelles contributions volontaires en nature (permanentes) accordées par la Métropole de Lyon et à produire une annexe comptable appropriée.

4.4 : Faciliter le contrôle sur pièces et/ou sur place, par la Métropole de Lyon, ou par toute personne habilitée à cet effet, de la bonne utilisation des fonds versés.

4.5 : Respecter le caractère personnel de la subvention : La présente convention est conclue avec le bénéficiaire à titre "intuitu personae". Aucune substitution n'est possible dans l'exercice des droits et obligations résultant de ses stipulations, sauf mentionnée de façon explicite dans la décision d'attribution.

4.6 : Produire le rapport moral et le rapport d'activité dans le mois suivant leur approbation par l'assemblée générale et à informer la Métropole de Lyon de son action relative à son programme annuel.

4.7 : Pour une subvention supérieure ou égale à 150 000 €, attribuée à une association, produire les comptes annuels comprenant un bilan, un compte de résultat et une annexe, publiés au journal officiel accompagnés du rapport du commissaire aux comptes, dans les trois mois à compter de leur approbation par l'organe délibérant.

4.8 : se conformer aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet.

4.9 : respecter ses obligations fiscales et sociales, de telle sorte que le Grand Lyon ne puisse être recherchée ou inquiétée en aucune façon à ce sujet.

4.10 : souscrire tout contrat d'assurance de telle sorte que la Métropole de Lyon et ses assureurs ne puissent être en aucune façon recherchés en responsabilité, les activités du bénéficiaire étant placées sous sa responsabilité exclusive.

4.11 : le cas échéant, à faire un bon usage des biens meubles et immeubles mis à sa disposition, conformément à leur destination. Lesdits biens étant sous sa garde exclusive, le bénéficiaire en a la responsabilité exclusive durant la mise à disposition tant vis-à-vis des tiers à la présente convention que vis-à-vis de la Métropole de Lyon et souscrit à cet effet les assurances nécessaires.

ARTICLE 5 : OBLIGATION DE PUBLICITE

Le bénéficiaire s'engage à faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels la participation financière de la Métropole de Lyon, au moyen de l'apposition de son logo et à faire mention de cette participation dans ses rapports avec les médias pour les missions d'intérêt général financées par la Métropole de Lyon.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION A LA MÉTROPOLE DE LYON PAR LE BÉNÉFICIAIRE :

S'il apparaît, notamment au terme des opérations de contrôle prévues dans la présente convention, que :

- La subvention a été partiellement ou totalement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la demande de subvention présentée ;
- Les obligations auxquelles est astreint le bénéficiaire n'a pas été respectée : inexécution, absence de commencement d'exécution dans le délai prévu à l'article 4, ou modification substantielle des conditions d'exécution de la convention par le bénéficiaire sans l'accord écrit de la Métropole de Lyon,...
- La totalité des financements dépasse le coût total du projet ;

alors, la Métropole de Lyon peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire et avoir préalablement entendu ses représentants, sans préjudice du dommage que pourrait faire valoir par ailleurs la Métropole de Lyon du fait de ce(s) manquement(s).

La Métropole de Lyon en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Aucune nouvelle demande de subvention ne pourra être instruite sur cette action ou ce projet tant que le bénéficiaire ne s'est pas libéré de ses obligations vis-à-vis de la Métropole de Lyon. Si, à l'issue d'un délai de 2 mois, le bénéficiaire ne s'est toujours pas libéré de ses obligations, la Métropole de Lyon s'autorise le droit d'user des voies de droit afin que l'association et ses dirigeants s'acquittent de leurs obligations.

ARTICLE 7: RELATION ENTRE LA MÉTROPOLE DE LYON ET LE BÉNÉFICIAIRE

7.1 : Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur dès sa notification au bénéficiaire. Elle prendra fin au plus tard le 31 décembre 2019.

7.2 : Résiliation de la convention

En cas de non respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, ou en cas de faute caractérisée du bénéficiaire (par exemple fraude fiscale, falsification de la comptabilité, etc.), celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Métropole de Lyon à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Une telle résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité et pourra faire l'objet d'un ordre de reversement de la part la Métropole de Lyon.

La convention pourra, avant son expiration, être résiliée de plein droit par la Métropole de Lyon par notification écrite, en cas de force majeure ou pour tout motif d'intérêt général, dans ce dernier cas sans préjudice pour le bénéficiaire d'un droit à indemnisation du fait de cette résiliation.

Par ailleurs, au cas où une procédure collective serait ouverte à l'encontre du bénéficiaire, celui-ci en informera la Métropole de Lyon sans délai, par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans le cadre d'un redressement judiciaire, les parties conviennent qu'elles adapteront les dispositions de la présente convention afin de garantir leurs intérêts respectifs. Dans le cadre d'une liquidation judiciaire, la présente convention est en revanche résiliée de plein droit et la Métropole de Lyon ne sera plus redevable d'aucun reliquat de subvention quel qu'il soit.

7.3 : Modification de la convention

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes termes.

7.4 : Règlement des litiges

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon en deux exemplaires.

Le **25 JUIN 2018**
Pour la Métropole de Lyon
Le vice-président délégué

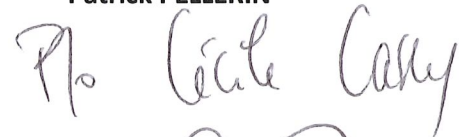

Le **13/06/2018**

Pour le bénéficiaire
Le Président,

Michel LE FAOU




Patrick PELLERIN

URHAJ Auvergne-Rhône-Alpes
245, rue Duguesclin - 69003 Lyon
Tél. 04 72 98 24 75
Mail : auvergnerhonealpes@unhaj.org
Site : auvergnerhonealpes.habitatjeunes.org
Siret 318 288 644 00053 - APE 9499Z